Pompiers volontaires

j'ai été élevé. Puis il y a Rorkton et Meadow Portage. Je pourrais citer indéfiniment d'autres endroits où il y a un capitaine des pompiers. Je n'ai parlé que des villes qui ont un service de pompiers volontaires, mais il y a également d'autres personnes en cause. Il est important de ne pas l'oublier. L'homme de la rue ne prend pas part à ce genre d'activités.

Si l'on passe en revue le bilan de certains de ces pompiers, on constate qu'ils font ce travail bénévole depuis longtemps. Si vous participez à une œuvre sociale quelconque, monsieur le Président, vous devez savoir qu'il arrive à des particuliers d'être exténués. Lorsqu'on s'occupe de travail social et que l'on est confronté à des cas difficiles pendant deux, trois ou quatre ans, il peut arriver que l'on soit exténué. Pensez seulement aux tensions et aux frustrations qu'éprouvent certaines de ces personnes. Voyez le temps qu'elles y consacrent.

Je viens d'examiner les dossiers des chefs de pompiers de Dauphin et ce que j'ai découvert est étonnant. Je me permets de citer le dossier de M. David Seeley, qui a pris sa retraite cette année après avoir été 28 ans pompier. Voilà un homme qui a travaillé pendant près d'une génération à protéger son milieu contre les incendies. Il a été chef des pompiers les huit dernières années de sa carrière. Dans les centres urbains, on dispose de matériel de lutte contre les incendies. D'aucuns se demandent peut-être si ce matériel est vraiment nécessaire dans les régions rurales. A Dauphin, les sapeurs-pompiers doivent combattre soixante incendies par année en moyenne, dont beaucoup se déclarent en région rurale. Les sapeurs-pompiers doivent s'éloigner passablement de leur camion.

De plus en plus de gens reconnaissent la valeur de ce genre de volontariat, et de plus en plus de gens y participent. Dans de petites localités comme la mienne où il y avait peut-être 18 sapeurs-pompiers il y a plusieurs années, on en compte maintenant trente. C'est une aide précieuse.

Je voulais seulement porter certaines de ces questions à l'attention de la Chambre. Cette proposition est très importante et devrait être adoptée. L'honorable représentante mérite d'être félicitée pour avoir soulevé le problème. J'espère que la motion sera renvoyée au comité. Heureusement, le député de Mississauga-Nord n'est pas à la Chambre et ne pourra donc pas faire de l'obstruction.

Permettez-moi d'en revenir à l'allocation. L'exemption devrait être accessible à tous les pompiers volontaires, si faibles que soient leurs revenus. Revenu Canada mettra de toute façon la main dessus. Cela ne fait aucun doute. Mais les pompiers ont de grandes dépenses à absorber dans leur travail de protection des citoyens. Ils font réaliser des économies considérables à leur région.

Pour conclure, voici en exemple ce qui se passe dans ma ville de Dauphin qui compte 10,000 habitants. En 1983, les trente pompiers volontaires qui sont en disponibilité 24 heures par jour, 365 jours par année, ont touché des allocations totales de \$46,000. Cela représente les salaires annuels de deux pompiers travaillant à plein temps, soit quarante heures par semaine. Nous avons là une idée des économies fantastiques que le travail de ces pompiers permet aux localités de réaliser. D'autres organisations communautaires participent. Les clubs Kinsmen contribuent en équipant à leurs frais l'association des pompiers de toutes sortes de choses. D'autres groupes peuvent donner des outils comme ceux qui découpent le métal. Des cisailles

spéciales peuvent découper le métal des carrosseries d'automobile. Les mâchoires de survie sont un autre de ces outils. Je sais qu'un organisme de Dauphin en a acheté pour notre service d'incendie. Tous ces dons par d'autres associations contribuent à l'effort commun.

Voilà pourquoi, à mon avis, il faut appuyer cette proposition. J'espère que les ministériels n'étoufferont pas la motion comme ils l'ont fait la dernière fois et qu'elle sera renvoyée au comité qui veillera à ce que non seulement le mérite des pompiers volontaires soit reconnu mais à ce qu'ils reçoivent l'aide dont ils ont besoin pour poursuivre leur importante activité.

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Monsieur le Président, je prends la parole pour appuyer cette motion d'initiative parlementaire que propose le député de South West Nova (M^{lle} Campbell). Je serai bref.

Nous devrions manifester une certaine déférence envers cette institution. Mieux encore, nous devrions témoigner du respect envers les députés qui, en définitive, font le Règlement. L'heure réservée aux mesures législatives parlementaires devrait avoir un sens, notamment les motions qui reçoivent l'appui des trois partis. Cette motion a l'appui des trois partis à la Chambre. D'après ce que j'ai appris, le ministère des Finances ne s'y oppose pas. Elle ne susciterait aucune difficulté aux organismes centraux. Elle ferait énormément de bien en reconnaissant dans une faible mesure le travail extraordinaire accompli par les services qu'offrent à la collectivité les pompiers bénévoles partout au Canada.

● (1730)

D'aucuns estiment, monsieur le Président, que cette motion aidera quelques services de pompiers partout au Canada. Dans ma propre circonscription, qui compte 90,000 habitants et dont le littoral s'étend sur une distance de 350 à 400 milles où sont disséminées plusieurs centaines de petites localités, il y a seulement trois municipalités assez grandes et bien financées pour s'offrir les services de pompiers professionnels. Toutes les autres localités, monsieur le Président, doivent leur existence même au civisme, à la bonne volonté et à la compassion de ces hommes qui ont consenti à servir dans les groupes de pompiers bénévoles.

Je pense à Stephenville Crossing, à Cormack, Cow Head, Deer Lake, Pasadena, Massey Drive, Gillams, Parson's Pond, St. Paul's, Rocky Harbour, Port-au-Choix, Irishtown, Mount Moriah pour n'en nommer quelques-uns, monsieur le Président. Tous les honnêtes citoyens de ces localités peuvent aller dormir sur leurs deux oreilles sachant que leurs enfants sont en sécurité grâce à un groupe de personnes dévouées qui ne réclament ni argent, ni salaire, ni remerciements. Ils ne demandent qu'à servir leurs collectivités. Tout ce que réclame cette motion, monsieur le Président, c'est qu'on reconnaisse l'existence de ces pompiers volontaires qui ont bâti leur caserne de leurs propres mains et ont recueilli eux-mêmes l'argent nécessaire pour acheter un camion de pompiers. Tout ce que la motion demande, c'est que ces pompiers bénéficient d'un avantage fiscal pour les indemniser si, au cours d'un sinistre, ils ont subi des blessures ou leurs vêtements ont été endommagés. Voilà ce que réclame la motion. Ce n'est sûrement pas trop espérer que, en cette heure réservée aux initiatives des simples députés, qui, en dernière analyse, ont pour rôle de légiférer, tous les partis s'entendent pour que nous puissions voter.